CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS

ARRET

n° 16.049 du 18 septembre 2008
dans l'affaire X / III

En cause : X

contre :

L'Etat belge, représenté par le Ministre de l'Intérieur et désormais par
la Ministre de la Politique de migration et d'asile.

LE PRESIDENT F.F. DE LA IIIe CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 22 février 2008 par M. X, qui déclare être de nationalité marocaine, et qui demande l'annulation et la suspension de la décision d'irrecevabilité d'une demande d'autorisation de séjour introduite sur base de l'article 9, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980, prise en date du 12 novembre 2007 ainsi que de l'ordre de quitter le territoire pris en date du 23 janvier 2008.

Vu le titre 1er bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu la note d'observation.

Vu l'ordonnance du 7 juillet 2008 convoquant les parties à comparaître le 5 septembre 2008.

Entendu, en son rapport, Mr. C. COPPENS, .

Entendu, en observations, Me P. NGENZEBUHORO loco Me P. HIMPLER, avocat, qui comparaît la partie requérante, et Me C. VAILLANT loco Me E. DERRIKS, , qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits et Rétroactes de procédure

1. Le requérant déclare être arrivé en Belgique le 31 mars 2000 sous le couvert d'un visa Schengen valable nonante jours, en vue d'un mariage avec une ressortissante belge.

Le 3 juin 2002, un ordre de quitter lui a été délivré en raison de l'expiration de son visa et l'absence de déclaration d'intention de mariage en séjour régulier.

Le 7 février 2005, le requérant a introduit une demande d'autorisation de séjour fondée sur l'article 9, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980 auprès du Bourgmestre de la Commune d'Anderlecht, laquelle a été complétée par des courriers du 26 septembre 2006 et 24 octobre 2007.

1.2. En date du 12 novembre 2007, la partie défenderesse a pris à son égard une décision d'irrecevabilité de la demande d'autorisation de séjour, en application de l'article 9, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980.

Cette décision, qui constitue l'acte attaqué, est motivée comme suit:

« Je vous informe que la requête est irrecevable.

MOTIFS: Les éléments invoqués ne constituent pas une circonstance exceptionnelle justifiant le fait que cette autorisation ne peut pas être demandée par l'étranger auprès du poste diplomatique ou consulaire belge compétent pour le lieu de sa résidence ou de son séjour à l'étranger.

Le requérant invoque un problème de santé à l'appui de sa demande d'autorisation de séjour. A ce titre, il nous apporte un certificat médical rédigé par le Dr Bouzidi en date du 03/01/2005 dans lequel est affirmé que le requérant est suivi médicalement depuis 2000. Or, en date du 24/10/2007, le conseil de l'intéressé nous envoie un courrier dans lequel il est affirmé que le requérant n'invoque aucun problème de santé. Il s'ensuit que le motif médical n'a plus lieu d'être et ne peut constituer une circonstance exceptionnelle.

Dès lors, vu les constatations faites ci-dessus, il ne paraît pas

- 1) que l'intéressé souffre d'une maladie dans un état tel qu'elle entraîne un risque réel pour sa vie ou son intégrité physique ou
- 2) que l'intéressé souffre d'une maladie dans un état tel qu'elle entraîne un risque réel de traitement inhumain ou dégradant lorsqu'il n'existe aucun traitement adéquat dans son pays d'origine ou dans le pays où il séjourne.

Par conséquent, il n'existe pas de preuve qu'un retour au pays d'origine ou de séjour soit une atteinte à la directive Européenne 2004/83/CE, ni à l'article 3 CEDH.

Le requérant invoque la durée de son séjour et son intégration (maîtrise de la langue française, liens d'amitié et production de témoignages) comme circonstances exceptionnelles. Rappelons que les circonstances exceptionnelles visées par l'article 9, alinéa 3 de la loi du 15 décembre 1980 sont destinées non à fournir les raisons d'accorder l'autorisation de séjourner plus de trois mois dans le Royaume, mais bien à justifier les raisons pour lesquelles la demande est formulée en Belgique et non à l'étranger, sans quoi on ne s'expliquerait pas pourquoi elles ne devraient pas être invoquées lorsque

la demande est faite auprès des autorités diplomatiques compétentes pour le lieu de résidence ou de séjour à l'étranger; il en résulte que la longueur du séjour et son intégration ne constituent pas des circonstances exceptionnelles (Conseil d'Etat arrêt n° 100.223 du 24/10/2001). L'intéressé doit démontrer à tout le moins qu'il lui est particulièrement difficile de retourner demander l'autorisation de séjour dans son pays d'origine ou de résidence à l'étranger (Conseil d'Etat arrêt n° 112.863 du 26/11/2002).

De plus, quant bien même le requérant aurait séjourné durant un laps de temps étendu sur le sol belge, rappelons qu'un long séjour en Belgique n'est pas un empêchement à retourner dans le pays d'origine et il ne saurait constituer une présomption ni d'intégration ni de circonstances exceptionnelles (...) (Conseil d'Etat arrêt n° 121.565 DU 10/07/2003).

Quant au fait que les parents de l'intéressé soient régularisés en Belgique, cet argument ne constitue pas de facto une circonstance exceptionnelle empêchant ou rendant difficile un retour momentané au pays d'origine. En effet, d'une part, le requérant, majeur et indépendant, ne fournit pas d'éléments afin d'avérer qu'il serait dépendant (financièrement ou autre) des membres de sa famille ni que ces derniers nécessitent la présence constante du requérant à leur côté et d'autre part, il n'explique pas pourquoi une telle séparation, qui n'est que temporaire, pourrait être difficile. De plus, soulignons également que l'existence d'une famille en Belgique ne dispense pas de l'obligation d'introduire une demande de séjour au pays d'origine et ne saurait empêcher la requérante de retourner dans son pays pour le faire (CE., 09 juin 2004, n° 132.221). L'intéressé affirme également faire valoir le regroupement familial de par la présence de ses parents sur le sol belge. Or, nous ne pouvons traiter cet argument sur base de la présente demande fondée sur l'article 9 alinéa 3 de la loi du 15/12/1980. Libre à l'intéressé de faire valoir les éléments qu'il invoque en se fondant sur la procédure prévue par la législation belge pour les situations de regroupement familial s'il estime remplir les critères pour pouvoir bénéficier de cette procédure.

Le requérant invoque également le respect de l'article 8 de la CEDH de par la présence des attaches sociales durables établies en Belgique. Or, cet élément ne constitue pas une circonstance exceptionnelle. En effet, une séparation temporaire du requérant d'avec ses attaches en Belgique ne constitue pas une ingérence disproportionnée dans le droit à sa vie privée. Un retour temporaire vers le pays d'origine, en vue de lever les autorisations pour permettre son séjour en Belgique, n'implique pas une rupture de ses liens privés, mais lui impose seulement une séparation d'une durée limitée en vue de régulariser

sa situation. Cette obligation n'est pas disproportionnée par rapport à l'ingérence qu'elle constitue dans sa vie privée (*Conseil d'Etat - Arrêt n° 122320 du 27/08/2003*).

Le requérant affirme également disposer d'une prise en charge en sa faveur. Or, d'une part, cet élément ne peut constituer une circonstance exceptionnelle empêchant ou rendant difficile un retour temporaire au pays d'origine et, d'autre part, cette prise en charge date de 2005 et n'est donc plus d'actualité. Quant au fait que le requérant soit désireux de travailler et qu'il ait fait l'objet d'une promesse d'embauche, soulignons que l'intention ou la volonté de travailler non concrétisées par la délivrance d'un permis de travail et la conclusion d'un contrat de travail n'empêche un retour vers le pays d'origine ou de résidence afin d'y lever l'autorisation au séjour de plus de trois mois. Quant au fait qu'il ne constitue aucun danger pour l'ordre public, cet élément ne constitue pas raisonnablement une circonstance exceptionnelle empêchant ou rendant difficile un retour temporaire vers le pays étant donné que ce genre de comportement est attendu de tout un chacun. (...) ».

1.3. En date du 23 janvier 2008, la partie défenderesse a pris à son égard un ordre de quitter le territoire. Cette décision, qui constitue le deuxième acte attaqué, est motivée comme suit:

« (...) L'intéressé séjourne depuis plus longtemps dans le Royaume que le délai stipulé conformément à l'article 6 ou ne parvient pas à fournir la preuve qu'il n'a pas dépassé ce délai (Art. 7 alinéa 1, 2°, de la loi du 15/12/80) (...) ».

1. Question préalable: Les dépens

2.1. En termes de requête, le requérant demande, notamment, au Conseil de « condamner la partie adverse aux dépens ».

2.2. Force est de constater que dans l'état actuel de la réglementation, le Conseil n'a aucune compétence pour imposer des dépens de procédure. Il s'ensuit que la demande de condamnation de la partie défenderesse aux dépens est irrecevable.

3. L'exposé des moyens d'annulation

1. Le requérant prend un premier moyen de « la violation des articles 1 à 3 de la loi du 29/7/1991, de l'erreur de motivation, du devoir de prudence et du principe de bonne administration et pris de la motivation inexacte, insuffisante et dès lors de l'absence de motif légalement admissible et de l'erreur manifeste d'appréciation, ainsi que du manquement au devoir de soin ».
Le requérant soutient qu'il n'a jamais invoqué un problème de santé.

Il déclare avoir produit une attestation du Dr. Bouzidi aux fins de prouver sa présence sur le territoire depuis 2000.

Il estime que la partie défenderesse a commis une erreur manifeste d'appréciation et d'un manque au devoir de soin dans la mesure où elle s'est complètement trompée sur la motivation de la demande qui n'a jamais été introduite pour un motif médical.

Le requérant estime que les circonstances exceptionnelles visées par l'article 9, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980, sont celles qui empêchent ou rendent particulièrement difficile de retourner demander l'autorisation exigée dans son pays d'origine auprès du poste diplomatique ou consulaire belge compétent.

Il soutient qu'un retour au Maroc serait particulièrement difficile et ce pour les raisons suivantes: un éloignement du territoire belge qui risque d'être très long avant d'obtenir une « A.S.P. » détruira inévitablement une partie de ses nombreuses attaches créées en Belgique (amis, relations, famille...) depuis son arrivée, soit depuis l'année 2000, son séjour au Maroc serait des plus précaires et misérable dans la mesure où il n'a plus aucune attache dans ce pays, ni même aucun domicile, la perte de la possibilité d'obtenir un emploi, l'impossibilité morale de se séparer de ses parents, sa parfaite intégration, la longueur de son séjour en Belgique (près de huit années).

Il soutient également que dans la mesure où la partie défenderesse a pris une motivation dénuée de toute pertinence, qu'elle a fait prévaloir ses impressions erronées sur son extrême difficulté réelle en cas de retour dans son pays d'origine, elle a violé les dispositions visées au moyen.

Il estime qu'un acte administratif est illégal s'il n'est pas formellement motivé ou s'il ne contient pas les motifs de fond pertinents, établis et admissibles, ce qui est le cas, en l'espèce.

Il affirme que la partie défenderesse a manifestement excédé les limites du pouvoir d'appréciation qui lui est reconnu par la loi.

2. Le requérant prend un deuxième moyen de la violation de l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'Homme.

Le requérant estime que la Convention européenne des Droits de l'Homme englobe dans le droit au respect de la vie privée, le droit d'entretenir des relations avec autrui, dans le domaine émotif, afin de développer sa propre personnalité.

Il affirme que la Cour de Strasbourg estime que le concept de « vie familiale » visé par l'article 8 de la dite Convention, ne se borne pas aux seules familles fondée sur le mariage mais peut englober d'autres relations de facto.

Il soutient qu'il ne fait nul doute qu'en l'espèce, les relations avec ses parents notamment, tombent dans le champ d'application de l'article 8 de la dite Convention.

En se fondant sur l'arrêt Rees rendu par la Cour de Strasbourg le 17 octobre 1986, il soutient que pour déterminer l'étendue des obligations positives qui pèsent à charge de l'Etat, il fallait avoir égard à un juste équilibre entre l'intérêt général et les intérêts de l'individu et que les critères formulés à l'article 8 § 2, offraient sur ce point des indications fort utiles.

En outre, le requérant soulève qu'il est reconnu que les autorités publiques doivent s'abstenir passivement de porter atteinte à la liberté reconnue aux individus de mener leur vie privée et familiale et doivent aussi parfois agir de façon active aux fins de rendre effective la possibilité pour les individus de mener leur vie familiale.

Il affirme qu'une ingérence dans l'exercice de ce droit ne serait justifiée que pour autant qu'elle poursuive l'un des buts autorisés par la Convention et qu'elle soit nécessaire dans une société démocratique et que la limitation à l'exercice de ce droit soit proportionnée, c'est-à-dire qu'elle réalise un équilibre entre l'ampleur de l'atteinte à la vie privée et familiale et la gravité du trouble causé à l'ordre public.

4. L'examen des moyens d'annulation

1. Sur le premier moyen, il y a lieu de souligner que l'obligation de motivation formelle à laquelle est tenue l'autorité administrative doit permettre au destinataire de la décision de connaître les raisons sur lesquelles se fonde celle-ci, sans que l'autorité ne soit toutefois tenue d'explicitier les motifs de ces motifs. Il suffit, par conséquent, que la décision fasse apparaître de façon claire et non équivoque le raisonnement de son auteur afin de permettre au destinataire de la décision de comprendre les justifications de celle-ci et, le cas échéant, de pouvoir les contester dans le cadre d'un recours et, à la juridiction compétente, d'exercer son contrôle à ce sujet. Quant à ce contrôle, le Conseil rappelle en outre que, dans le cadre du contrôle de légalité, il n'est pas compétent pour substituer son appréciation à celle de l'autorité administrative qui a pris la décision attaquée. Ce contrôle doit se limiter à vérifier si cette autorité n'a pas tenu pour établis des faits qui ne ressortent pas du dossier administratif et si elle a donné desdits faits, dans la motivation tant matérielle que formelle de sa décision, une interprétation qui ne procède pas d'une erreur manifeste d'appréciation (cfr. dans le même sens: C.E., 6 juil. 2005, n°147.344; C.E., 7 déc. 2001, n°101.624).

En l'espèce, le requérant a introduit une demande en autorisation de séjour en invoquant la longueur de son séjour en Belgique, depuis son arrivée le 31 mars 2000, son intégration, la circonstance qu'il n'a pas eu de problèmes d'ordre judiciaire, ses liens sociaux et familiaux en Belgique, l'existence d'une promesse d'embauche et dès lors la possibilité de travailler en Belgique, l'application de l'article 8 de la Convention Européenne des droits de l'homme.

Le Conseil constate qu'il ressort de la décision attaquée que ces arguments ont été pris en considération par la partie défenderesse. Celle-ci n'a pas commis d'erreur manifeste d'appréciation en ne considérant pas ces éléments comme ayant un caractère exceptionnel. Le Conseil observe également que la partie défenderesse a satisfait, de manière précise, aux exigences de motivation formelle.

Force est de constater que le requérant ne démontre pas en quoi la décision attaquée a une motivation inexacte et insuffisante. Ainsi, il n'émet aucune critique concrète et pertinente à l'encontre des motifs de l'acte attaqué.

Le Conseil observe que le requérant reproche à la partie défenderesse de s'être complètement trompé sur la motivation de la décision attaquée qui fait référence à un problème médical alors que ce dernier n'a jamais invoqué un problème de santé.

Or, si l'on reprend la demande en autorisation de séjour du requérant, celle-ci mentionne dans son quatrième paragraphe: « (...) *Attendu que le requérant a résidé de manière ininterrompue sur le territoire belge depuis son arrivée, le 31/03/2000, soit près de cinq ans (voir témoignages en annexe 2 et attestation du Docteur Bouzidi qui le suit depuis 2000 en annexe 3) (...)* ».

Le Conseil, en se référant à l'annexe 3, constate qu'il s'agit d'une attestation du docteur Y. BOUZIDI, dans laquelle ce dernier certifie que le requérant: « (...) *est suivi par mes soins depuis l'année 2000 (...)* ».

Il en résulte que la partie défenderesse n'a pas commis d'erreur dans la motivation de la décision attaquée et a répondu à l'argument médical du requérant.

Le premier moyen n'est dès lors pas fondé.

4.2. Sur le deuxième moyen, le Conseil observe que le requérant n'indique pas de quelle manière les actes attaqués auraient violé l'article 8 de la Convention Européenne de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés Fondamentales

Le Conseil constate que le requérant se borne à soutenir que « *qu'il ne fait nul doute qu'en l'espèce les relations du requérant (avec ses parents notamment) tombent dans le champ d'application de l'article 8 de cette Convention* », sans aucune précision et sans expliquer en quoi cet article aurait été violé par les décisions attaquées.

Ainsi, selon une jurisprudence constante du Conseil d'Etat, l'exposé d'un "moyen de droit" requiert non seulement de désigner la règle de droit qui serait violée, mais également la manière dont celle-ci aurait été violée par l'acte attaqué (cf. notamment C.E., 8 nov. 2006, n° 164.482).

Partant, le Conseil relève que cette disposition ne peut être considérée comme un moyen de droit et rappelle le prescrit de l'article 39/69 §1^{er}4° de la loi du 15 décembre 1980 précitée.

Le deuxième moyen est dès lors irrecevable.

5. Par conséquent, aucun des moyens invoqués n'est fondé.

6. S'agissant de l'ordre de quitter le territoire notifié au requérant en même temps que la décision d'irrecevabilité de sa demande d'autorisation de séjour, il s'impose de constater, compte tenu de ce qui précède, qu'il est motivé à suffisance de fait et de droit par la constatation que l'intéressé demeure dans le Royaume au-delà du délai fixé.

7. Les débats succincts suffisant à constater que la requête en annulation ne peut être accueillie, il convient d'appliquer l'article 36 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

8. La requête en annulation étant rejetée par le présent arrêt, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension.

**PAR CES MOTIFS,
LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

Article unique

La requête en annulation et en suspension est rejetée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique de la III^e chambre, le dix - huit septembre deux mille huit par:

M. C. COPPENS ,

M. KOMBADJIAN .

Le Greffier,

Le Président,

M. KOMBADJIAN

C. COPPENS